

Unité départementale de l'Ain
23, rue Bourgmayer
01000 Bourg-en-Bresse

Bourg-en-Bresse, le 11/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



KUEHNE+NAGEL

Le Buchet
RD 1079
01380 BAGE-DOMMARTIN

Références : 20220511-UDA-S5099-SC

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2022 dans l'établissement KUEHNE+NAGEL implanté Le Buchet – RD 1079 – 01380 BAGE-DOMMARTIN.

L'inspection a été annoncée le 18/02/2022.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site <https://www.georisques.gouv.fr>.

La visite a été réalisée dans le cadre de l'action coup de poing « défense incendie » réalisée en mars 2022 au sein de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KUEHNE+NAGEL
- Le Buchet RD 1079 01380 BAGE-DOMMARTIN
- Code AIOT dans GUN : 0006114323
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Non IED – MTD

La société Kuehne et Nagel exploite l'entrepôt de Bagé-Dommartin depuis 2017 pour le compte de la société Carrefour.

L'établissement a été construit en 2016.

Auparavant, l'activité était réalisée en parti sur le site de Laiz.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- état des stocks ;
- défense incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>visite</u> inspection (1)
État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1	/	Lettre de suites
Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 02/03/2017, article 7.2.4	/	Lettre de suites

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Sans objet
État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010 Article 47 – 2	/	Sans objet
Maintenance et test	AP Complémentaire du 02/03/2017, article 7.5.3	/	Sans objet
Prévention du risque pollution par eaux extinction	AP Complémentaire du 02/03/2017, article 7.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état des stocks et l'ensemble des équipements de sécurité sont présents.

L'exploitant doit finir d'intégrer les phrases de risques pour les produits dangereux dans son état des stocks.

Un contrôle en simultané des poteaux incendie est également attendu.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un mail quotidien est envoyé par le service GDS avec la transmission de l'état des stocks et du prévisionnel à 15 jours.</p> <p>Le mail et le logiciel sont disponibles hors du site.</p> <p>La présentation des données a été retravaillée pour associer les quantités présentes sur le site par cellules.</p> <p>L'état des stocks au 16/03/22 transmis par mail à l'exploitant est hebdomadaire pour les produits et quotidien pour les produits dangereux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. ...
Constats : La base de données est en cours d'évolution pour intégrer les phrases de risque. Cette évolution a pris du retard suite à des problèmes techniques. L'exploitant doit informer et justifier auprès de l'inspection des installations classées cette évolution.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites

Nom du point de contrôle : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : ... 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions de l'article 47 sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
Constats : Un inventaire emballage (statique et mobile) est réalisé 1 fois par semaine et l'inventaire produits est réalisé une fois par mois. 2 inventaires totaux sont réalisés dans l'année en juin et en novembre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2017, article -7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">• les cellules sont équipées d'une installation d'extinction automatique (sprinklage) de type ESFR. L'installation dispose de 2 motopompes d'un débit de 450 m3/h environ et d'une cuve d'eau d'un volume de 900 m3 ;• plusieurs appareils d'incendie (9 poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150. Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie. Les appareils d'incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). Les réseaux garantissent l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Les réseaux sont en mesure de fournir un débit minimum de 270 m3/h durant deux heures. Les réseaux sont alimentés par deux motopompes et d'une cuve d'eau d'un volume de 540 m3.• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;• de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. <p>Le système sera conforme à la norme NFPA et sera contrôlé avant la mise en service du bâtiment. L'exploitant est tenu de justifier :</p> <ul style="list-style-type: none">• la conformité aux normes françaises des poteaux incendie ;• la capacité du réseau d'eau à assurer le débit de 270 m3/h nécessaire par des essais. <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de l'entrepôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Pour les installations existantes, un tel exercice est réalisé a minima dans les trois ans qui suivent la publication du présent arrêté. Les exercices font l'objet de comptes rendus conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 2.1 de la présente annexe.</p>
Constats : Les contrôle des poteaux incendies ont été fait le 29/06/20 et le 23/06/21. Le dernier test a été fait uniquement avec la pompe Jockey ce qui ne donne pas de bon résultats mais le test est conforme en cas de mise en fonction du surpresseur. L'exploitant n'a pas fait de test en simultané. Ces tests sont à réaliser tous les ans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2017, article -7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : La société CSEI contrôle les équipements de sprinklage, des travaux sont à réaliser (2 internes sur 2 capteurs) suite au dernier contrôle semestriel. L'exploitant attend le devis malgré plusieurs relances (dernière relance le 3 mars 2022). Le dernières visites triennale du sprinklage (visite par tiers) faites par la société CSEI date du 11/06/20, du 02/03/2021 et du 15/07/21. La société Desautel a effectué des travaux le 04/11/20 sur les installations de désenfumage, une nouvelle visite est prévue le 06/05/2022. La société Desautel a effectué des correctifs sur les extincteurs le 06 avril 2021. La société Fivo a contrôlé les portes coupe feu les 02&04 novembre 2021, les travaux de mise en conformité ont eu lieu le 19/01/22. La société SCEI (sous traitant Men'x) a contrôlé les motopompes le 05/05/21 et est intervenue le 15/07/21 pour leur entretien. La société Chubb a contrôlé la détection incendie le 16/12/21.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2017, article -7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé par : <ul style="list-style-type: none">• les quais de chargement/déchargement qui, par géométrie, pourront contenir 1 740 m3 d'eaux ;• les réseaux de collecte des eaux pluviales de voirie en fond de quais pour une capacité de 300 m3 ;• un bassin de confinement de 770 m3. La cellule 8a, dédiée au stockage de produits liquides inflammables disposera d'une rétention enterrée déportée spécifique d'une capacité de 225 m3. <p>Les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. L'orifice d'écoulement issu du bassin est muni d'un dispositif automatique d'obturation. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
Constats : Toutes les capacité de rétention prévue sont présentes. La vanne martellière est asservie au sprinklage. Un contrôle interne mensuelle est effectué. Un contrôle annuel est réalisé par la société SARP, le dernier a eu lieu le 20/09/21. Un changement de tige est prévu lors de la prochaine intervention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet